

Avril 2023

Cette lettre de veille signale des publications récentes traitant de l'évolution des mondes agricoles, comportements alimentaires, ruralités et territoires, modes de vie, réseaux sociaux, opinions et représentations, actions collectives, etc. Les textes sont aussi à retrouver sur le blog de veille du CEP <https://www.veillecep.fr>.

Florent Bidaud, Chargé de mission Veille sociale, Bureau de la veille

## **P. Coulangeon, Y. Demoli, M. Ginsburger, I. Petev, *La conversion écologique des Français. Contradictions et clivages*, PUF, 2023, 219 pages**



En France, quels sont les ménages qui s'engagent le plus dans la consommation durable ? Qui contribue à préserver l'environnement et qui pollue le moins ? Écrit par quatre sociologues, ce livre s'appuie sur les résultats de l'enquête « Styles de vie et environnement » (SVEN) de 2017, pour élaborer une typologie de l'empreinte écologique selon les milieux sociaux.

Les auteurs montrent que les comportements sont loin d'être toujours alignés avec les déclarations d'intention. Pour ce faire, ils articulent plusieurs niveaux d'analyse. Le premier vise les opinions et attitudes des ménages, et « leur degré d'adhésion aux valeurs environnementales ». Le deuxième concerne les consommations, dans différents domaines : alimentation, équipements électroménagers, pratiques de tri des déchets et d'économie d'énergie, usages de l'automobile. Enfin, le troisième niveau est constitué par les paramètres d'âge, genre, niveau de vie, éducation et lieu de résidence.

Une analyse factorielle met en évidence trois grands clivages dans les réponses des Français, entre des ménages frugaux et d'autres très consommateurs, entre consommation éthique et indifférence aux enjeux environnementaux, entre ancrage local et modes de vie extravertis. Sur cette base, quatre profils se dégagent. Le « consumérisme assumé » concerne 28 % de l'échantillon, notamment des ménages aisés, avec enfants, en maison individuelle. Les « éco-consuméristes » (28,5 %, dont une majorité de retraités) privilégient le confort mais voyagent peu et ont le temps de produire leurs propres aliments, d'aller chez les producteurs, etc. L'« éco-cosmopolitisme » (16,5 %) regroupe des jeunes et des intellectuels vivant en ville, dans de petits logements, mais se déplaçant fréquemment à l'étranger pour leurs loisirs. Enfin, la « frugalité sans intention » (27 %) se rapporte à des ménages modestes, peu soucieux de sobriété, mais polluant faiblement car disposant de ressources limitées.

L'ouvrage a fait l'objet de plusieurs interviews en février 2023. Sur France Inter, dans [l'émission La Terre au carré](#), les auteurs sont interpellés sur le biais que pourrait constituer l'exploitation d'une enquête déjà ancienne. Selon P. Coulangeon, les inflexions et prises de conscience, depuis la pandémie de Covid-19, ne remettent pas en cause « des tendances de long terme, dont on peut imaginer qu'elles se poursuivent ». En revanche, depuis 2017, la norme d'éco-citoyenneté, étudiée par M. Ginsburger (voir une [autre émission](#) et [un article](#)), se diffuse, avec en particulier la stigmatisation croissante des voyages en avion ([flygskam](#)).

Lien : PUF

[https://www.puf.com/content/La\\_conversion\\_%C3%A9cologique\\_des\\_Fran%C3%A7ais](https://www.puf.com/content/La_conversion_%C3%A9cologique_des_Fran%C3%A7ais)

## L'action vidéo-militante des organisations animalistes

Dans la revue *Quaderni*, M. Bourgatte (Institut catholique de Paris) consacre un article aux vidéos des militants de la cause animale, destinées à sensibiliser le public aux mauvais traitements dans les laboratoires, les élevages et les abattoirs. L'association PETA et l'Animal Liberation Front ont inventé cette forme de vidéo-militantisme en 1984, à l'occasion d'une intrusion dans une école de médecine : à partir de 60 heures de films d'expérimentation dérobées, ils tirent un montage de 26 minutes, envoyé au Congrès américain et aux médias. Par la suite, ce type d'actions pose deux questions récurrentes. La première porte sur la réalité des pratiques, leur représentativité et leur déformation par la mise en scène (spectacularisation, sentimentalisme). La deuxième tient à l'illégalité des moyens mis en œuvre pour obtenir les images (effractions, caméras cachées). L'auteur voit là « un cas particulièrement édifiant pour comprendre ce qu'est la construction de la réalité sociale » : il souligne l'importance du « cadrage institutionnel » par les procès et commissions d'enquête, où les images sont expertisées et vérifiées. En France, lors des premières révélations de L214, en 2015, « la justice avait accueilli la plupart des vidéos comme des preuves ; désormais, elles sont de plus en plus régulièrement critiquées et suspectées ». Cela traduirait une montée en expertise des juges, voire la mise en place d'une « jurisprudence » défavorable à ce mode d'action.

Source : *Quaderni* <https://doi.org/10.4000/quaderni.2621>

## Le rôle des cantines en France

Une note de J. Peltier (Fondation Jean Jaurès) s'interroge sur le rôle des cantines dans la période actuelle, marquée par l'inflation et l'accroissement de certaines précarités. L'auteur s'appuie sur une enquête d'opinion réalisée auprès de 2 000 personnes, en partenariat avec l'Ifop et le Syndicat national de la restauration collective. 44 % des parents répondent que leurs enfants ne sont pas satisfaits de la qualité et du goût des repas en contexte scolaire, un taux moins bon que pour les salariés vis-à-vis de la restauration en entreprise. Les actions en faveur d'une « transition alimentaire » (« moins de viande, plus de bio et de local ») sont vues favorablement. Elles pourraient « faire monter en qualité générale l'ensemble de la restauration collective » et renforcer la cohésion territoriale. La note aborde enfin la question de la pause déjeuner. Si 88 % des personnes interrogées la considèrent comme « un moment important » pour la sociabilité et la convivialité, sa durée diminue : 36 % y consacrent moins de 30 minutes (particulièrement les jeunes adultes), tandis que le repas du soir est « de plus en plus expédié ». Ces évolutions appellent, selon l'auteur, une réflexion collective sur « les temps non productifs ».

Source : Fondation Jean Jaurès

<https://www.jean-jaures.org/publication/le-role-des-cantines-dans-la-france-de-linflation-et-de-lisolement/>

## Crise de l'azote, redirection écologique et politique du renoncement

Dans le quotidien AOC, le philosophe A. Monnin (ESC Clermont) revient sur le problème des pollutions à l'azote aux Pays-Bas, objet de fortes tensions sociales. En 2019, les juridictions ont censuré un mécanisme de réduction : des « permis environnementaux » devaient être délivrés aux émetteurs d'azote (fermes, usines, aéroports, etc.), sous réserve d'une compensation à court terme. Cela a été jugé insuffisant au regard des obligations de protection des zones Natura 2000, avec pour résultat une quasi-paralysie du marché immobilier. Présenté en 2022, un « Plan azote » vise une réduction des émissions de 50 % d'ici 2030, une diminution du cheptel de 30 %, le rachat de centaines de fermes parmi les plus polluantes, des cessations d'activité et des expropriations. Depuis, les protestations se multiplient (voir [un article du journal Le Monde](#)). Cette crise constitue, selon A. Monnin, un cas d'école pour les démarches de « redirection écologique », notion qu'il élabore dans [un ouvrage](#), *Politiser le renoncement* (voir aussi [une conférence](#)).

Source : AOC <https://aoc.media/analyse/2023/04/04/azote-aux-pays-bas-une-crise-sentinelles/>

## Le pouvoir dans les systèmes alimentaires

Plateforme de débats sur les futurs de l'alimentation (voir [un précédent portrait](#)), TABLE propose une série de *podcasts* recueillant les analyses d'universitaires et de dirigeants d'ONG sur la thématique du « pouvoir dans les systèmes alimentaires ». Ainsi, on peut y écouter J. Guthman à propos de ses [recherches en cours sur la food tech](#) ou [J. Brice sur le secteur des protéines](#) en Afrique.

Source : TABLE <https://tabledebates.org/power>